

**EN DIRECT !**

**Avec le groupe de la Gauche Combative,  
Communiste et Républicaine**

Conseil départemental du 22 février 2024



## **CHANGEMENT À LA PRÉSIDENTE. PAS DE LA RÉPUBLIQUE, MAIS DU GROUPE COMMUNISTE ET DE LA GAUCHE COMBATIVE AU DÉPARTEMENT DE SEINE-MARITIME.**



Séverine Botte, conseillère départementale de Saint-Etienne du Rouvray / Oissel et Présidente du groupe des élus communistes

Nicolas Langlois, Maire de Dieppe, ayant été élu en décembre dernier Président de l'agglomération dieppoise, a souhaité passer le relais de la présidence du groupe des élus de la Gauche combative, communiste et républicaine au Conseil départemental, présidence qu'il exerçait depuis 2021, afin de concentrer son temps sur Dieppe et son territoire.

Pour lui succéder, les élus du groupe ont élu Séverine Botte, Conseillère départementale du canton de Saint-Etienne-du-Rouvray depuis 2015, et 1ère adjointe au Maire d'Oissel.

Comme l'a déclaré Nicolas Langlois : « Séverine a l'expérience et les convictions pour peser dans cette assemblée dominée par la droite macroniste, et organiser la vie de notre groupe ».

## **UNIFORME DANS LES COLLÈGES : LES ÉLUS DE LA GAUCHE COMBATIVE DISENT NON À CETTE MESURE RÉTROGRADE !**



Les élus de la gauche combative ont ouvert le débat sur le port de l'uniforme dans les collèges, ce qui a visiblement entraîné un malaise au sein de la majorité avec un Président qui a sorti les rames pour répondre.

Le Président de la Seine-Maritime a pris l'initiative d'envoyer un courrier aux principaux des collèges en leur demandant s'ils sont volontaires pour restaurer le port de l'uniforme dans leur établissement.

Une démarche faite sans débat et concertation préalable ce qui a fait sursauter Laurent Jacques, Maire du Tréport et Conseiller départemental, avant qu'il écrive au Président.

En séance, Christine Morel, Maire de Harfleur et conseillère départementale, a dénoncé cette mesure.

Dans sa réponse, le Président, visiblement embarrassé, s'est défendu d'avoir tranché la question, assurant qu'il attendait les réponses des Principaux de collège avant, le cas échéant, de saisir le Conseil départemental...



Sophie HERVE - Alban BRUNEAU  
Séverine BOTTE - Laurent JACQUES - Joachim MOYSE -  
Christine MOREL - Maryline FOURNIER  
Nicolas LANGLOIS

**SÉVERINE BOTTE / ALBAN BRUNEAU / MARYLINE FOURNIER / SOPHIE HERVÉ  
LAURENT JACQUES / NICOLAS LANGLOIS / CHRISTINE MOREL / JOACHIM MOYSE**

**EN DIRECT !**

**Avec le groupe de la Gauche Combative,  
Communiste et Républicaine**

**Conseil départemental du 22 février 2024**



## **LES PROFESSIONNELS DE LA PROTECTION DE L'ENFANCE DE NOUVEAU MOBILISÉS DEVANT LE CONSEIL DÉPARTEMENTAL AVEC LE SOUTIEN DES ÉLUS DE LA GAUCHE COMBATIVE, COMMUNISTE ET RÉPUBLICAINE**



Les élus du groupe de la Gauche combative, communiste et républicaine sont venus soutenir et relayer les revendications des professionnels de la protection de l'enfance dans l'hémicycle du Département. Ils ont également contribué à ce que les représentants syndicaux puissent s'exprimer devant le Conseil départemental.

Concernant le plan d'actions en faveur de la protection de l'enfance, débattu lors de ce conseil départemental, le compte n'y est pas ! *"Depuis des années, tout le secteur de la protection de l'enfance est en crise grave et les professionnels multiplient les alertes, les mobilisations, en exprimant leur malaise et leur mal être dans des métiers difficiles où ils sont dépourvus des moyens adaptés pour exercer correctement leurs missions. Sans compter des rémunérations très éloignées de l'utilité de leur métier"*, dénonce Maryline Fournier, conseillère départementale du Canton Dieppe 2.

Il résulte de cette situation, une baisse de la qualité du suivi et des prises en charges, un manque de personnels et de places, une inadéquation entre les besoins d'accueil et les capacités, des mesures judiciaires non exécutées et des enfants toujours à la rue.

Certes, les besoins d'accompagnement et de prise en charge sont en constante évolution, mais cela n'explique pas tout, d'autant que le propre des politiques publiques, des services publics est bien de s'adapter aux besoins voire de les anticiper. La responsabilité de l'Etat, de ses gouvernements successifs depuis 20 ans, comme la responsabilité du département de la Seine-Maritime ne peuvent pas se voir exonérées et passées sous silence au prétexte de l'évolution des besoins.

Pour aller plus loin dans cette analyse, les interventions des élus communistes, et les revendications des travailleurs sociaux sont exposées en détail sur le site du groupe (<http://departement.elus76.com/>).

**SÉVERINE BOTTE / ALBAN BRUNEAU / MARYLINE FOURNIER / SOPHIE HERVÉ  
LAURENT JACQUES / NICOLAS LANGLOIS / CHRISTINE MOREL / JOACHIM MOYSE**

**EN DIRECT !**

**Avec le groupe de la Gauche Combative,  
Communiste et Républicaine**

Conseil départemental du 22 février 2024



## **ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2024 : JOACHIM MOYSE APPELLE AU SURSAUT ET À LA MOBILISATION GÉNÉRALE POUR EXIGER NOTRE DÛ AUPRÈS DU GOUVERNEMENT**



Joachim Moysse, conseiller  
départemental de Saint  
Etienne du Rouvray et Oissel

Le Conseil départemental du 22 février débattait de ses orientations budgétaires. Face aux fortes inquiétudes exprimées par le Président du Conseil en raison de l'insuffisance des ressources et de la pression sur les dépenses, Joachim Moysse l'a invité à sortir de sa complaisance affichée envers le gouvernement « *celui-ci étant clairement responsable de la dégradation des moyens d'agir du Département et des communes* », pour aller réclamer auprès de l'Etat la dette qu'il a contracté auprès des seinomarin.

***“Dans ce contexte inflationniste, le pouvoir d'achat des ménages est laminé et les besoins sociaux explosent. La pauvreté et la précarité augmentent au regard des demandes dans nos CCAS, dans les associations caritatives. Pendant que les riches s'enrichissent, pourquoi l'État ne soutient-il pas davantage les départements qui sont les collectivités des solidarités directement en prise avec les besoins sociaux ?” - Joachim Moysse***

Puis Joachim Moysse s'est opposé à deux orientations affichées par la majorité des droites : le gel des effectifs malgré des besoins à couvrir en hausse, et une pression inacceptable annoncée sur la gestion et donc sur l'autonomie des organismes partenaires du Département.

Il a conclu en rappelant diverses propositions fortes portées par son groupe afin que le Département renforce ses actions en développant des politiques novatrices, lisibles et utiles.

Il en a d'ailleurs profité pour souligner ce que les élus de son groupe ont réussi à faire avancer ces derniers temps avant d'ajouter : « *Vous faites ainsi la démonstration qu'après une première marque de surdité à nos demandes, vous finissez par les reprendre à votre compte. C'est la preuve que nous avons raison d'être persévérants et constants dans nos interventions.* »

## **SOPHIE HERVÉ ALERTE SUR LA SITUATION DES EHPAD PUBLICS « LES ESCALES » DU HAVRE**

En chiffre:

- Un budget prévisionnel négatif,
- 4 millions de déficits annoncés si ce n'est plus,
- 100 emplois supprimés annoncés qui s'ajoutent au mal-être des salariés, salariés fatigués qui avaient déjà appelé à l'aide sur leurs conditions de travail avant la nomination de l'administration provisoire.

***“Situation préoccupante, j'insiste, pour le personnel qui survit mais aussi pour les usagers et leurs familles qui ne sont pas responsables des déficits mais qui les subissent. Il en va aussi de la responsabilité de notre collectivité”.***



Sophie Hervé,  
conseillère  
départementale “Havre  
2”

**EN DIRECT !**

**Avec le groupe de la Gauche Combative,  
Communiste et Républicaine**

**Conseil départemental du 22 février 2024**



## **"FIN DU MOIS ET FIN DU MONDE", MÊME COMBAT POUR LES ÉLUS COMMUNISTES**



Alban Bruneau conseiller  
départemental "Havre 2"

A l'occasion du débat sur le rapport annuel consacré au développement durable, en Conseil départemental du 22 février, Alban Bruneau est revenu sur les causes de la crise agricole en appelant à ne pas se tromper de cible, c'est bien le modèle ultra-productiviste qui est à changer, pas les impératifs écologiques... Puis, il a proposé la création d'un observatoire départemental santé/environnement.

Puis Séverine Botte a dénoncé le projet routier de contournement Est de Rouen financé par le Département, en totale contradiction avec les objectifs de ce rapport.

Nicolas Langlois a réagit suite à la mise en cause du projet de construction de l'EPR à Penly: *"En termes d'énergie, il ne faut pas être dogmatique, en revanche il y a une politique énergétique de gauche et de droite. Celle de gauche tient au service public et au fait que l'énergie n'est pas un bien comme les autres. Le plan du Président de la République pour implanter 50 nouveaux parcs d'éoliennes au large de nos côtes, sans discuter de l'impact sur la pêche, et sur la faune et la flore, se sera 20 700 000 tonnes de bétons dans nos espaces maritimes. [...] Il ne faut pas être dogmatique..."*



Nicolas Langlois,  
conseiller départemental  
"Dieppe 2"

## **RAPPORT DÉPARTEMENTAL 2023 SUR LA LAÏCITÉ : DES AVANCÉES SALUÉES PAR SÉVERINE BOTTE**

Ce rapport réaffirme notre attachement au acquis social et sociétal que sont ces principes de la laïcité, à savoir la séparation des églises et de l'Etat, dont nous rappelons qu'ils garantissent à chacun la liberté de croire ou de ne pas croire, la possibilité d'exercer paisiblement son culte, la séparation des sphères publique et privée, ainsi que la neutralité des services publics.

Les fondamentalistes religieux évidemment, mais pas seulement. L'extrême-droite Française s'est toujours opposée à la laïcité avant de subitement se découvrir récemment et fort opportunément une âme laïque, mais pour servir son rejet et la stigmatisation de la religion musulmane.

Donc tout ce qui contribue à faire connaître et à faire respecter ces principes constitutionnels de laïcité, va dans le bon sens et contribue au bien vivre ensemble, tout en faisant reculer l'obscurantisme et l'extrémisme. Nous saluons les avancées et les initiatives prises par notre Département, et en particulier en matière d'information des usagers de nos services et de formation des agents publics.

**SÉVERINE BOTTE / ALBAN BRUNEAU / MARYLINE FOURNIER / SOPHIE HERVÉ  
LAURENT JACQUES / NICOLAS LANGLOIS / CHRISTINE MOREL / JOACHIM MOYSE**